

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE TAHRI Mohamed BECHAR
NIF : 098608019033424

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°
03/VRDPO/UTMB/2026

L'université de Bechar lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR LE FABLAB DE L'UNIVERSITE DE BECHAR

Lot n°01 : Imprimantes 3D de base et accessoires

Lot n°02 : Machine-outil professionnelle

Lot n°03 : Composants électroniques

Lot n°04 : Outils - bois

Lot n°05 : Multimédia

Participation : Les soumissionnaires remplissant les conditions suivantes, peuvent participer :

- Les soumissionnaires (personnes physiques ou morales) disposant de registre de commerce électronique comportant les codes convenables éligibles à la fourniture des équipements scientifiques et de recherche, objets du présent cahier des charges.
- La société disposant de références professionnelles en présentant au moins deux (02) attestations de bonne exécution pour des prestations de même nature, dans le domaine des équipements scientifiques.
- La condition d'éligibilité relative aux capacités financières du soumissionnaire est vérifiée sur la base du chiffre d'affaires cumulé réalisé sur les trois (03) dernières années, «2022 à 2024» ou «2023-2025»

Les candidats intéressés peuvent directement ou par le biais d'un représentant dûment mandaté par leur soin, retirer le cahier des charges auprès du Vice-Rectorat du développement, de la prospective et de l'orientation 3ème étage de l'Administration de l'université Tahri Mohamed Bechar, ou à l'adresse <https://web.univ-bechar.dz/vrdpol>, contre paiement de cinq mille (5 000,00 DA) dinars algériens, non remboursables, payables par virement au compte de L'université Tahri Mohamed Bechar : C.C.P. N° 322565 Clé 37.

Vice rectorat du développement de la prospective et de l'orientation
BP 417 ROUTE DE KENADSA-08000-

Le retrait du cahier des charges sera consigné sur un registre «Ad hoc» comportant toutes les indications sur les soumissionnaires, notamment leur identité, leur qualité leur téléphone/fax, et leur E-mail, avec la mention des références et de la date du récépissé de versement au compte CCP. Dans le cas contraire, leurs offres sont considérées comme nulles et ne seront pas traitées.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière comme suit (La liste détaillée des documents demandés sont mentionnés dans le cahier des charges.) :

I) DOSSIER DE CANDIDATURE :

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

1. Une déclaration de candidature remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
2. Une déclaration de probité ; remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
3. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
4. Le Registre de commerce électronique comportant le code de l'activité conforme à l'objet du présent cahier des charges.
5. Les statuts pour les sociétés.
6. Une copie de la carte d'identification fiscale (NIF).
7. Une copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux auprès de CNRC.
8. Les pièces fiscales et parafiscales certifiées conformes devant constater la mise à jour des redevances ou cotisations, pour les sociétés de droit algérien (Extrait de rôle, mise à jour CASNOS et CNAS), délivrées par le Centre national du registre du commerce.
9. L'extrait du casier Judiciaire de la personne engageant l'entreprise

Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats soumissionnaires :

a) Capacités professionnelles

Registre de commerce/registre électronique (registre de commerce avec code).

b) Capacités techniques :

Soumissionnaire ayant réalisé des marchés, justifiés par, au moins, deux (02) attestations de bonne exécution dans les domaines en relation avec l'objet du présent cahier des charges.

II) OFFRE TECHNIQUE :

1) Le présent cahier des charges comprenant :

- L'instruction aux soumissionnaires signée, datée et cachetée, portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu et accepté».
- Le cahier des prescriptions Spéciales (C.P.S.) signé, daté et cacheté, sans mentionner le montant de l'offre, portant à la dernière page la mention manuscrite, «Lu et accepté».
- Le cahier des prescriptions techniques communes (C.P.T.C.) signé, daté et cacheté, portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu et accepté».
- Une déclaration à souscrire, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.

2) Tout document permettant d'évaluer l'offre technique, savoir :

- a) Les spécifications techniques détaillées (catalogues ou fiches techniques) des produits proposés conformément au cahier des spécifications techniques.
- b) Un certificat de conformité aux normes internationales des produits proposés.
- c) La liste des moyens humains (Personnel technique, ingénieurs et/ou techniciens) justifiés par les attestations de mise à jour CNAS et/ou CASNOS en cours de validité et diplômes.
- d) Le mémoire technique justificatif : comprenant la qualité et moyens humains du soumissionnaire, délai de livraison, la durée de garantie et le service après-vente, conformément à l'annexe du présent cahier des charges.
- e) Le planning de livraison et de mise en service des équipements, renseigné, daté et signé.

N.B : les documents cités en a) et b) doivent être anonymes (aucune indication du soumissionnaire) sinon l'offre sera rejetée ; Une version électronique (CD) de ces documents doit être fournie.

III) OFFRE FINANCIERE :

1. Une lettre de soumission remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
2. Le bordereau des prix unitaires (BPU) en hors taxes rempli et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
3. Le détail quantitatif et estimatif (DQE) en hors taxes et en toutes taxes comprises rempli, daté et revêtu du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
4. Le tableau récapitulatif des lots, renseigné, daté et signé.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière, sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention «Dossier de candidature», «Offre technique» ou «Offre financière». Ces 3 enveloppes sont insérées dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention «à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Appel d'offres N°.../VRDPO/UTMB/2026».

La durée de préparation des offres est fixée à vingt et un (21) jours à partir de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans la presse.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres de 8h à 11h au niveau de la salle de la réunion du vice-Rectorat du développement, de la prospective et de l'Orientation 3ème étage de l'administration de l'Université de Béchar.

Dans le cas où ce jour coïncide avec un jour de repos légal, la date limite est prorogée au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique en présence des candidats ou soumissionnaires ou leurs représentants, le même jour de dépôt des offres à partir de 11h, au niveau de du vice-rectorat du développement, de la prospective et de l'Orientation 3ème étage, université de Béchar.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai de validité des offres égal à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois augmenté de la durée de préparation des offres, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Le délai de validité des offres de l'attributaire provisoire du marché ou contrat est prorogé systématiquement d'un (01) mois supplémentaire conformément aux dispositions de l'article 99 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.